

L'UE divisée par les États anti-migrants

Les «Vingt-huit» peinent à s'accorder sur une politique migratoire européenne, alors que l'Italie et l'Autriche continuent à prôner la ligne dure.

VINCENT GEORIS

Les dirigeants européens doivent se mettre d'accord lors du sommet de jeudi et vendredi sur les questions migratoires, alors que de vives tensions se font jour entre États européens depuis le début du mois.

L'odyssée de l'Aquarius, le navire humanitaire rejeté par l'Italie, suivie de celle du Lifeline, lui aussi détourné des côtes italiennes, ont provoqué des tensions entre les États adeptes d'une ligne dure envers les migrants, l'Autriche, l'Espagne et les pays de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) et les partisans d'une solution européenne, la France et l'Allemagne en tête.

Dimanche dernier, un «mini-sommet» était censé rapprocher les positions. Le président du Conseil européen Donald Tusk a proposé lundi aux capitales un nouveau projet de conclusions tenant compte de cette rencontre.

Le texte est en retrait par rapport aux propositions concrètes soumises par la Commission européenne. Les termes sont vagues. Aucune avancée n'est prévue sur la

réforme du règlement de Dublin, le conseil renvoyant à la présidence autrichienne qui serait «invitée à poursuivre le travail».

Les «Vingt-huit doivent se mettre d'accord sur un renforcement des contrôles frontaliers, un soutien accru au pays de départ, comme la Libye, et la création de 'centres' de débarquement» de migrants hors du territoire de l'UE.

Mais à cette heure, rien n'est sûr, tant les divisions sont profondes. L'absence de consensus menace de paralyser l'Union européenne.

Alors que le nombre d'arrivées de migrants en Europe a chuté de 47% depuis 2015, tout comme les traversées de la Méditerranée vers l'Italie (-80%), Rome et Vienne, où l'extrême droite est au pouvoir, sont focalisés sur la fermeture des frontières extérieures.

Les pays de Visegrad continuent à s'opposer à la relocalisation de réfugiés au sein de l'UE.

La Hongrie vient de voter une loi pénalisant l'aide aux migrants, ce qui rend pratiquement impossible l'obtention du droit d'asile sur son territoire.

Pour éviter un blocage, la France et l'Allemagne ont proposé lors du «mini-sommet» que des accords soient conclus entre les pays souhaitant aller de l'avant en matière de migrations.

En coulisses, un bras de fer a lieu entre la Commission euro-

peenne, incarnée par son secrétaire général Martin Selmayr, et le président du Conseil européen, chacun voulant marquer de son influence les conclusions du sommet.

15.000 migrants

Depuis le début de l'année, environ 15.000 migrants ont traversé la Méditerranée pour se rendre en Italie, ce qui représente une chute de 80% par rapport à la même période l'an dernier.